

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/PER/21/Suppl.1
G/SCM/Q1/PER/21/Suppl.1
5 novembre 2003

(03-5916)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions complémentaires posées par les
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES¹ au sujet
de la notification du PÉROU²

Supplément

La Mission permanente du Pérou a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 octobre 2003.

La Mission permanente du Pérou auprès des organisations internationales à Genève présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (Division des règles) et, en relation avec sa Note à l'OMC n° 043, reproduite sous la cote G/ADP/Q1/PER/21-G/SCM/Q1/PER/21, fait parvenir la réponse du Pérou à la question complémentaire n° 8 posée par les Communautés européennes (G/ADP/Q1/PER/19/Suppl.1).

À cet égard, la Mission permanente saurait gré au Secrétariat de l'OMC de bien vouloir inclure les renseignements ci-joints dans le document G/ADP/Q1/PER/21-G/SCM/Q1/PER/21 aux fins de communication aux Membres.

¹ G/ADP/Q1/PER/21-G/SCM/Q1/PER/21.

² G/ADP/N/1/PER/2-G/SCM/N/1/PER/2.

Question n° 8

Le Décret suprême ne renferme pas de dispositions concernant les avis au public. À cet égard, le Pérou entend-il appliquer directement l'article 12 de l'Accord antidumping?

Réponse

Les dispositions concernant les avis au public figurent à l'article 33 du Décret suprême n° 006-2003-PCM, intitulé "Publication des décisions", qui dispose ce qui suit "La décision d'ouverture de l'enquête ainsi que celles établissant des droits antidumping ou des droits compensateurs, provisoires ou définitifs, celles qui suppriment ou modifient les droits en question et celles qui mettent fin à l'enquête ou la suspendent seront publiées au Journal officiel *El Peruano* une seule fois".
